

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE

DEPARTEMENT DU CALVADOS

DES DELIBERATIONS DU

NOMBRE DE MEMBRES :

Afférents au Conseil Municipal : 11

En exercice : 10

CONSEIL MUNICIPAL DE

BEUVRON EN AUGE

Qui ont pris part à la délibération :

10

Séance du 11-07-2023

Date de la convocation

07-07-2023

Date d'affichage

07-07-2023

L'an deux mil vingt-trois, le onze juillet, le Conseil Municipal de Beuvron en Auge, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de M. Jérôme BANSARD, Maire.

Présents : M. Jérôme BANSARD, Maire ;

Mme Béatrice GRANGE-LECOMTE, 1^{ère} Adjointe ; M. Jean-François MOREL, 2^{ème} Adjoint ;

M. Marc CHAZELLE ; M. Alain GAYET ; M. Eric WETTERWALD-VERMUGHEN ; Jean-Jacques CAMPION

Absents excusés : Mme Elisabeth SAUTY de CHALON (donne procuration à M. Jean-François MOREL) ; ; M. Samuel HAREL (donne procuration à M. Jérôme BANSARD)

Absente : Mme Mélanie HERVE

Secrétaire de séance : M. Jean-François MOREL

1. Approbation du projet d'aménagement et de développement durable de la Commune

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Beuvron-en-Auge du 9 mai 2022 approuvant le Projet d'aménagement et de développement durable de la Commune ;

Considérant les projets d'aménagement et de développement durable de la Commune, tels qu'ils ont été intégrés au Contrat de relance et de transition énergétique (CRTE), conclu le 21 septembre 2021, entre le Préfet du Calvados, le Président de N.C.P.A et le Président du Conseil départemental ;

Considérant que l'objectif premier de ce Projet est d'achever la requalification du Centre-Bourg, après que la Commune a réalisé, durant l'année 2020, l'aménagement de la place Michel Vermughen, véritable épicecentre du Bourg, ainsi qu'une partie des rues Michel d'Ornano et des Haras, première étape d'une requalification de son Centre-Bourg ;

Considérant que ce Projet poursuit également l'objectif de renforcer son attractivité, en intégrant la valorisation d'une offre de tourisme, de développement durable et de transition écologique ;

Considérant que les aménagements envisagés dans ce nouveau Projet s'inscrivent dans la continuité de cet aménagement ; qu'ils prennent en compte l'ensemble des espaces attenants au Centre-Bourg, afin d'aboutir à un projet global liant l'ensemble des espaces ; qu'à ce titre, ils comprennent plusieurs axes :

- L'aménagement de l'entrée nord du Bourg par la RD 49, la rue Michel d'Ornano et la rue du Presbytère (RD 146) ;
- L'aménagement de zones vertes et de loisirs avec la création d'une Halte de repos pour randonneurs et cycliste ;
- L'aménagement du terrain des Couloux ;
- L'aménagement de l'arrière-Bourg : avenue de la Gare ; abords de la Mairie et de la cour de l'Espace des métiers d'art ;

Considérant que la cohérence d'ensemble du Projet repose sur 6 dimensions :

- Il s'inscrit dans un cadre global : par la poursuite et l'achèvement du réaménagement du centre-bourg ; par la mise en valeur de la ruralité et de l'esthétique du Village, labellisé "plus beaux villages de France", permettant d'offrir aux habitants et aux visiteurs un "parcours" (signalétique adaptée, promenades, mise en valeur de l'Espace des métiers d'art, création de la Halte pour randonneurs et cyclistes, parcours patrimonial) ;
- Il prévoit la requalification de certaines parties du village attendant au centre-bourg afin de lier l'ensemble de ces espaces à la place Michel Vermughe : entrée nord du Bourg, principale entrée du village ; abords de l'avenue d'Harcourt ; arrière du centre-bourg (dans lequel sont la Mairie l'Espace des métiers d'art l'Office intercommunal de tourisme et les parkings visiteurs ; le secteur des Couloux, sur l'arrière du village au sud ;
- Il renforce l'attractivité des espaces publics en proposant des aménagements qualitatifs et accessibles à tous ;
- Il développe les circulations douces : par des voies à circulation partagée ; par la création et l'aménagement de cheminements piétons ; par l'aménagement d'une aire et d'un bâtiment de style normand servant de halte pour les randonneurs et les cyclistes ; par des aménagements pour les personnes à mobilité réduite ;
- Il développe les connexions : entre les entrées nord et sud et le centre-bourg ; entre le centre-bourg et l'arrière du village ; entre les cheminements de Beuvron-en-Auge et ceux des communes voisines (en liaison avec le schéma des voies douces de la Communauté de communes Normandie-Cabourg-Pays d'Auge, en cours d'élaboration) ;
- Il met en valeur la bio-diversité : par la mise en valeur des zones plantées existantes ; par des végétalisations ; par la création d'une zone de bio-diversité ;

Considérant qu'ainsi, entre tradition et modernité, ruralité et tourisme, convivialité et durabilité, qualité de vie et développement économique, ce Projet d'aménagement et de requalification contribue au développement de ce centre-bourg non urbain, tout en s'inscrivant dans les problématiques environnementales et les nouveaux usages et modes de vie qu'elles entraînent ;

Considérant que le calendrier de réalisation de ce Projet, après les études qui ont été menées depuis 2021, doit s'étaler sur les années 2023 et 2024, pour la réalisation des travaux et aménagements correspondants ;

Considérant qu'une concertation a été conduite autour de ce projet d'aménagement et de développement durable, notamment par :

- Différentes réunions de la Commission mixte Elus-habitants, créée par délibération du Conseil municipal du 17 janvier 2022 ;

- La tenue d'une réunion publique à la Mairie de Beuvron-en-Auge, le 2 mai 2022 ;

- 3 permanences ouvertes au public, destinées à présenter le projet et à répondre aux questions des Beuvronnais, qui se sont tenues en juin 2023 ;

Considérant l'estimation du Projet (au stade avant-projet) de 555 000 € HT, honoraires de la maîtrise d'oeuvre compris, réalisée par la société Olivier Fidelin, qui en assure la maîtrise d'oeuvre globale ;

Considérant les capacités financières de la Commune et la nécessité d'intégrer au plan de financement de ce projet des subventions, notamment :

- De l'Etat, au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), pour laquelle l'Etat a déjà notifié à la Commune, le 18 novembre 2022, l'octroi d'une subvention de 188 644 €, soit un taux de 40 % de la dépense prévisionnelle subventionnable ;

- Du Département du Calvados, qui a été sollicité au titre de l'Aide aux petites Communes rurales (APCR +) sur un contrat de 2 ans couvrant les années 2023 et 2024 ;

- Du Fonds européen de développement régional - FEDER - dont l'instruction est réalisée par la Région Normandie, et au titre duquel la Commune a sollicité une participation de 105 000 € ;

Considérant que la part du financement du projet devra être assurée pour au moins 20% par le budget communal ;

Considérant que, pour la mise en oeuvre du Projet, l'article L. 2120-1 du Code de la commande publique (CCP) prévoit que :

"Les marchés sont passés, selon leur montant, leur objet ou les circonstances de leur conclusion :

1° Soit sans publicité ni mise en concurrence préalables, dans les conditions prévues au chapitre II ;

2° Soit selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues au chapitre III ;

3° Soit selon une procédure formalisée, dans les conditions prévues au chapitre IV. "

Considérant qu'au vu des seuils - nationaux et communautaires - de procédure des marchés publics, la Commune doit avoir recours à une procédure adaptée, qui est une procédure par laquelle l'acheteur définit librement les modalités de passation du marché, dans le respect des principes de la commande publique et des dispositions du Livre 1^{er} de la 2^{ème} Partie du Code de la Commande publique ;

Considérant que, en vertu de l'article R2123-4 dudit Code, "lorsqu'il recourt à une procédure adaptée, l'acheteur en détermine les modalités en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi que des circonstances de l'achat" ;

Considérant que, dans le respect du calendrier prévisionnel défini par la Commune pour la réalisation de son Projet, il convient que la consultation soit lancée d'ici la fin juillet 2023, afin que le marché puisse être signé au mois de septembre ;

Considérant que le Maire doit être autorisé, avant l'engagement de la procédure de passation (avant la publication de l'avis de publicité), à engager la procédure et à signer le marché à venir, par une délibération précisant obligatoirement et, au minimum, la définition de l'étendue du besoin à satisfaire, le montant prévisionnel du marché à passer et autorisant expressément la signature des marchés à venir ;

Sur la proposition de M. Jérôme Bansard, Maire de Beuvron-en-Auge, et sur sa présentation ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

Approuve le Projet d'aménagement et de développement durable de la Commune ;

Prend acte que quelques aspects du Projet font encore l'objet de réflexions et d'études qui, sans en modifier les dispositions générales, pourront faire l'objet d'adaptations d'ici la conclusion de la procédure et la mise en oeuvre des travaux s'y rapportant ;

Approuve son estimation financière pour un coût estimé à 555 000 € HT (honoraires de la maîtrise d'oeuvre compris) ;

Approuve son plan de financement sur la base d'un taux maximum de subvention de 80 %, le budget communal en assurant un minimum de 20 % ;

Décide que la dépense correspondante sera prise en charge sur la section d'Investissement du Budget communal, sur les différents exercices budgétaires correspondant au calendrier des études et des réalisations de ces opérations ;

Autorise le Maire de Beuvron-en-Auge à lancer la procédure de passation du marché, selon la procédure adaptée, prévue par le Code de la Commande publique et dans les conditions prévues au chapitre III dudit Code ;

Autorise le Maire de Beuvron-en-Auge à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché correspondant, ainsi que toute décision concernant les avenants qui pourraient s'avérer nécessaires ;

Autorise le Maire de Beuvron-en-Auge à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération ;

Dit que la présente délibération sera notifiée à M. le Sous-Préfet de Lisieux et au Trésorier du SGC Val et littoral de Caen ;

Le Maire
Jérôme Bansard

Le Secrétaire de séance
Jean-François Morel

Transmis en Sous-Préfecture
et exécutoire le 2023